

01.060

Zivildienstgesetz. Revision Loi sur le service civil. Révision

Differenzen – Divergences

Botschaft des Bundesrates 21.09.01 (BBI 2001 6127)
 Message du Conseil fédéral 21.09.01 (FF 2001 5819)
 Nationalrat/Conseil national 12.03.02 (Erstrat – Premier Conseil)
 Nationalrat/Conseil national 05.12.02 (Fortsetzung – Suite)
 Nationalrat/Conseil national 09.12.02 (Fortsetzung – Suite)
 Ständerat/Conseil des Etats 06.03.03 (Zweitrat – Deuxième Conseil)
 Nationalrat/Conseil national 20.03.03 (Differenzen – Divergences)
 Nationalrat/Conseil national 21.03.03 (Schlussabstimmung – Vote final)
 Ständerat/Conseil des Etats 21.03.03 (Schlussabstimmung – Vote final)
 Text des Erlasses (BBI 2003 2857)
 Texte de l'acte législatif (FF 2003 2542)

Bundesgesetz über den zivilen Ersatzdienst Loi fédérale sur le service civil

Leu Josef (C, LU), für die Kommission: Als Präsident der Sicherheitspolitischen Kommission Ihres Rates bitte ich um folgende Kenntnisnahme: Beim Bundesgesetz über den zivilen Ersatzdienst sind die Differenzen ausgeräumt. Der Ständerat hat sich bezüglich der im Vergleich zum Militärdienst längeren Zivildienstdauer ebenfalls – wie bereits früher der Nationalrat – für den Faktor 1,5 entschieden. Deshalb sind die entsprechenden Anpassungen im Bundesgesetz über den Wehrpflichtersatz unnötig. Das heißt, sie können gestrichen werden, wie es der Ständerat getan hat. Unsere Kommission empfiehlt Ihnen einstimmig, das Gleiche zu tun.

Ziff. II Ziff. 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständерates

Ch. II ch. 2

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

02.077

Massnahmen zur zivilen Friedensförderung und Stärkung der Menschenrechte. Bundesgesetz

Mesures de promotion civile de la paix et de renforcement des droits de l'homme. Loi fédérale

Erstrat – Premier Conseil

Botschaft des Bundesrates 23.10.02 (BBI 2002 7611)
 Message du Conseil fédéral 23.10.02 (FF 2002 7063)
 Nationalrat/Conseil national 20.03.03 (Erstrat – Premier Conseil)
 Nationalrat/Conseil national 20.03.03 (Fortsetzung – Suite)

Antrag der Mehrheit Eintreten

Antrag der Minderheit (Schlüer, Mörgeli, Stamm) Nichteintreten

Proposition de la majorité

Entrer en matière

Proposition de la minorité

(Schlüer, Mörgeli, Stamm)

Ne pas entrer en matière

Schmied Walter (V, BE), pour la commission: Vous avez à vous prononcer sur trois objets. Deux d'entre eux concernent l'ouverture de crédits-cadres de 240 millions de francs et de 180 millions de francs. Le troisième objet consiste à approuver une loi constituant la base légale autorisant l'ouverture desdits crédits. La Commission de politique extérieure s'est longuement penchée sur ces affaires et vous propose d'y faire bon accueil, et ce conformément aux propositions qu'elle vous a remises.

Je structure mes remarques introductives en cinq points, à savoir le contexte; la nécessité d'agir au niveau législatif; pourquoi deux crédits-cadres; répercussion sur la trésorerie fédérale; et finalement les questions sensibles et les conclusions.

1. Le contexte: la promotion civile de la paix et la politique des droits de l'homme sont des notions qui figurent toutes deux dans la constitution. En vertu de son article 54 alinéa 2, la Confédération doit s'attacher à promouvoir le respect des droits de l'homme, la démocratie et la coexistence pacifique des peuples.

2. La nécessité d'agir au niveau législatif: la nouvelle loi n'ouvre pas à la Confédération un nouveau champ d'activités dans le domaine de la politique extérieure. Par contre, elle crée nouvellement les bases juridiques permettant de voter des crédits-cadres pluriannuels, en l'occurrence d'une durée minimale de quatre ans, pour remplacer les lignes de crédits jusqu'ici décidées annuellement au niveau du budget fédéral. Notons que ces lignes de crédits, si elles étaient décidées en toute loyauté et dans le respect de la transparence jusqu'à présent, ne disposaient pas, aux dires des experts avertis, d'une base juridique suffisante. La loi qui vous est soumise vise précisément à combler ce déficit.

Je tiens à préciser, par ailleurs, que les mesures prises traditionnellement, au sens de la loi sur la coopération au développement et des arrêtés fédéraux concernant le financement de l'aide humanitaire internationale et concernant la coopération avec les Etats d'Europe de l'Est, ne tombent pas sous la juridiction de cette loi, de même que la Swisscoy. La nouvelle loi n'est donc pas subsidiaire, mais bien complémentaire aux actes normatifs que je viens de mentionner, car on a sciemment renoncé à créer nouvellement une loi régissant l'ensemble de la politique de paix de la Suisse, cela vu le nombre d'autorités et d'organes qui y prennent part d'une façon ou d'une autre. Un tel texte aurait été trop complexe et donc mal adapté aux exigences de la pratique.

3. Pourquoi deux crédits-cadres? Le crédit-cadre de 180 millions de francs destiné à la promotion de la paix et attribué au DDPS est le premier du genre à être présenté par le Conseil fédéral. A titre de comparaison, il représente 1 pour cent du budget global du DDPS. Les crédits de paiement de 2004 à 2007 seront donc de l'ordre de 45 millions de francs par an. Leur utilisation est destinée essentiellement aux trois centres à Genève, à savoir le Centre de politique de sécurité, le Centre international de déminage humanitaire et le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées. Ces trois centres, dont le plus ancien a été fondé en 1995 et le plus récent en 2000, ont fait leurs preuves et jouissent de respect et d'estime sur le plan international. Compte tenu de leur succès, il est prévu de construire à Genève une Maison de la paix qui réunirait les trois centres.

J'en viens maintenant au crédit-cadre de 240 millions de francs destiné au financement de la gestion civile des conflits et au renforcement des droits de l'homme. La compétence d'utilisation de ce crédit sera confiée à la Division politique IV de la Direction politique. Une ordonnance d'application reste à élaborer.



Ce crédit, d'une durée de quatre ans au minimum, sera soumis au moins une fois par législature à un contrôle approfondi de la Commission des finances. Seuls 220 millions de francs seront nécessaires entre 2004 et 2007 sous forme de crédits de paiement. La différence de 20 millions de francs relève des crédits d'engagement nécessités à moyen terme et qui seront dépensés, selon les prévisions, en 2008 et 2009.

4. La répercussion sur la trésorerie fédérale: je me limiterai ici à l'essentiel et m'exprimerai d'abord sur le crédit-cadre de 180 millions de francs accordé au DDPS. Ce crédit représente une dépense annuelle moyenne de 45 millions de francs sur une durée de quatre ans. A titre de comparaison, le montant inscrit au budget 2003 pour couvrir les dépenses du genre s'élève à 43,125 millions de francs. L'augmentation effective des dépenses est donc appropriée et correspond d'ailleurs en tous points à la planification financière du Conseil fédéral jusqu'en 2006.

Concernant le crédit-cadre de 240 millions de francs en faveur de la gestion civile des conflits et de la promotion des droits de l'homme et relevant de la compétence du DFAE, la croissance des crédits engagés annuellement est plus marquée, rien ne sert de se masquer la face. Si, à titre de comparaison, le budget 2003 réserve encore 44,5 millions de francs pour la gestion des conflits et la promotion des droits de l'homme, le crédit-cadre prévoit, pour les années 2004 à 2007, une progression évoluant de 47,5 millions de francs à 62,5 millions de francs par an.

Ces chiffres suscitent deux remarques. L'augmentation de la dépense et l'intensification de l'engagement de la Suisse s'inscrit dans les objectifs formulés dans le rapport sur la politique extérieure 2000 et suivent la planification à moyen terme du Conseil fédéral. Finalement, il y a lieu de relever que certaines de ces dépenses sont compensées par des économies décidées par la Direction politique. Là, je laisse le soin à Mme Calmy-Rey, conseillère fédérale, de donner d'autres précisions.

5. Conclusions: les deux crédits-cadres respectivement de 180 millions de francs et 240 millions de francs pèsent de tout leur poids sur nos finances fédérales, il est vrai. Mais s'ils sont bien investis, ils représentent un espoir nouveau pour les plus faibles exposés à l'emprise d'un monde en pleine effervescence et dans lequel la Suisse se sent impliquée. On estime en effet que les conflits modernes des années nonante ont fait près de 80 pour cent de leurs victimes parmi les populations civiles. A titre de comparaison, cette proportion n'était que de 5 pour cent au cours de la Première Guerre mondiale.

La commission préconise donc d'accepter et la loi et les deux crédits-cadres y relatifs. Les tranches annuelles seront libérées par le biais du budget. Leur libération reste de la compétence des Chambres fédérales, que ce soit dit. La haute surveillance du Parlement assurera un engagement des crédits de façon à ne pas remettre en cause l'indépendance et la neutralité de la Suisse. Par ailleurs, les actions soutenues par la Suisse devront répondre aux critères d'intégration et non d'exclusion des parties au conflit.

Je vous donne les résultats des votes intervenus en commission: la commission est entrée en matière, par 19 voix contre 3, sur les objets 02.076 et 02.077 et, par 18 voix contre 3, sur l'objet 02.091.

Je vous prie d'entrer en matière.

Gysin Remo (S, BS), für die Kommission: Die Antwort auf Krieg heisst Frieden und Gerechtigkeit. Frieden in Solidarität und Offenheit gegenüber der Welt zu stärken ist in unserer Bundesverfassung schon in der Präambel als Grundaufgabe unseres Landes angesprochen. Artikel 54 Absatz 2 der Bundesverfassung nennt als Hauptziele der schweizerischen Aussenpolitik: «Der Bund setzt sich ein für die Wahrung der Unabhängigkeit der Schweiz und für ihre Wohlfahrt; er trägt namentlich bei zur Linderung von Not und Armut in der Welt, zur Achtung der Menschenrechte und zur Förderung der Demokratie, zu einem friedlichen Zusammenleben der Völker

sowie zur Erhaltung der natürlichen Lebensgrundlagen.» Dies sind denn auch seit Jahren zentrale Anliegen der Schweiz, die in einem neuen Bundesgesetz über Massnahmen zur zivilen Friedensförderung und Stärkung der Menschenrechte nun auch die notwendige gesetzliche Grundlage und Konkretisierung erhalten sollen. Wir schliessen hiermit eine Gesetzeslücke und schaffen eine Grundlage für die dazu notwendigen Rahmenkredite, über die wir heute ebenfalls beschliessen.

Die heutige Weltlage ruft geradezu nach Frieden und Gerechtigkeit. Sie bildet den dramatischen Hintergrund, vor dem wir unsere friedenspolitischen Vorlagen diskutieren. Der Irak-Krieg, aber auch der Krieg zwischen Israel und Palästina, die Situation in Afghanistan, Russland/Tschetschenien, Kolumbien, Sudan, Nordkorea und andere Kriegs- und Konflikttherde mahnen uns unüberhörbar zum friedenspolitischen Handeln. Unsere Vorlagen mögen abstrakt erscheinen; die rechtliche Grundlage und vor allem das zu bewilligende Geld bestimmen aber das konkrete Handeln im Konfliktfeld. Dafür gilt es heute einen tragfähigen Boden zu schaffen.

Zum Bundesgesetz: Es beschränkt sich – ich betone das noch einmal – auf die zivile Friedensförderung. Es spricht also nur einen Teil der umfassenderen Friedenspolitik an. Die militärische Friedensförderung, die internationale Entwicklungszusammenarbeit und Armutsbekämpfung, die Terrorismusbekämpfung und andere Teilbereiche der Friedenspolitik sind im vorliegenden Gesetz nicht oder nicht direkt angesprochen. Mit dem neuen Gesetz wollen wir erstens zur Prävention, Entschärfung oder Lösung von Gewaltkonflikten beitragen. Zweitens wollen wir das humanitäre Völkerrecht stärken, dessen Notwendigkeit und Ausbau durch das hegemoniale und aggressive Verhalten der USA zurzeit einer ernsten Bewährungsprobe ausgesetzt sind. Wir wissen, dass das Einbinden der Grossmächte in weltweit gültige Verhaltensregeln zum Schutze kleiner Staaten unumgänglich ist. Das heutige Völkerrecht enthält umfassende Prinzipien zur Eindämmung von Gewalt und verlangt Rechtfertigung, Verhältnismässigkeit und Kontrolle der Gewaltanwendung.

Mit dem neuen Gesetz wollen wir drittens die Menschenrechte im umfassenden Sinne des Wortes fördern: Angeprochen sind die bürgerlichen, die politischen, die wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Menschenrechte. Aus der Erkenntnis heraus, dass demokratische Staaten über ein grösseres Friedens- und Konfliktbewältigungspotenzial verfügen – auch wenn das zurzeit leider nicht mehr für jeden Staat gilt –, hat die APK die Demokratieförderung als einen vierten Zielbereich ausdrücklich ins Gesetz aufgenommen. Das Gesetz spricht in Artikel 3 Absatz 3 auch die Möglichkeiten an, unilaterale und multilaterale tätig zu werden.

Ich möchte bei dieser Gelegenheit die Bedeutung der Uno gerade für unsere Arbeit von der Schweiz aus, im Körper auch der Uno, ansprechen. Die Uno war nie perfekt; sie hat immer die Machtverhältnisse und die Situation in der Welt gespiegelt. Aber sie hat es fertig gebracht, ein Friedenswerk zu werden. Sie hat Völkerrecht geschaffen, und sie hat Regeln der Friedenswahrung und der Konfliktbewältigung geschaffen. Wir können uns glücklich schätzen, im Rahmen der Uno zu arbeiten, und ich bin überzeugt, dass die Uno in diesen Tagen, in den letzten Wochen gestärkt wurde, nicht geschwächt, wie immer wieder gesagt wird. Sie hat sich nicht kaufen lassen; sie ist nicht manipulierbar gewesen; sie hat ihre Linie gehalten; sie hat allen Versuchen der Erpressung widerstanden. Das ist eine Uno, wie sie Achtung abverlangt. Sie ist in einer Bewährungsprobe, aber das ist nicht neu, und wir sind überzeugt, dass sie gestärkt aus dieser Situation herauskommen wird.

Zu den beiden Rahmenkrediten: Sie haben in der Vorschau zur Frühjahrssession falsche Angaben in den Unterlagen gehabt. Es steht dort, dass die APK eine Aufstockung um 280 Millionen Franken verlangt. Das war ursprünglich tatsächlich der Fall. Wir kamen dann aufgrund eines Berichtes der Sicherheitspolitischen Kommission aber auf diesen Beschluss zurück, und wir schlagen Ihnen vor, dass jetzt die 240 Millionen Franken mitgetragen werden sollen, wie sie



der Bundesrat vorschlägt. Der Bundesrat hat offenbar verschiedene Verschiebungen zwischen den beiden zuständigen Departementen vorgenommen. Die APK hat darüber noch nicht verhandelt.

Wir haben – oder ich persönlich habe – nichts anderes als Aufgabe, als Ihnen die Zustimmung zu den beiden Rahmenkreditvorlagen zu beantragen, wie Sie sie in den Botschaften und auf den Fahnen finden.

Schlüer Ulrich (V, ZH): Ich möchte Ihnen im Namen der Kommissionsminderheit, aber auch im Namen der SVP-Fraktion Nichteintreten auf das Bundesgesetz und auf den Rahmenkredit empfehlen.

Warum brauchen wir überhaupt ein Bundesgesetz? Die Schweiz ist im Rahmen der zivilen Friedensförderung schon jetzt tätig, gibt pro Jahr einige Dutzend Millionen Franken dafür aus, muss allerdings jetzt alle Projekte einzeln beantragen. Man kann sie bisher also nicht über einen Rahmenkredit finanzieren. Das Gesetz verfolgt deshalb den klaren Hauptzweck, die Grundlage dafür zu schaffen, dass fortan Kredite für die zivile Friedensförderung in der Form von Rahmenkrediten gewährt werden können, sodass man zu den einzelnen Vorhaben nicht mehr Stellung nehmen kann.

Da möchte ich Ihnen einfach etwas in Erinnerung rufen; ich wende mich dabei – sofern es in diesem Saal solche noch gibt – an diejenigen, die in ihrer Fraktion gleichsam das finanzpolitische Gewissen spielen: Wir schaffen mit diesem Gesetz für einen neuen Bereich Entwicklungshilfe die Möglichkeit zu Rahmenkrediten, während jetzt bereits Rahmenkredite – und zwar in Milliardenhöhe – für die Entwicklungszusammenarbeit, für die humanitäre Hilfe und für die Osthilfe laufen. Weiter laufen über das Eidgenössische Volkswirtschaftsdepartement grosse Vorhaben im Rahmen der Bretton-Woods-Institutionen mit den daraus folgenden finanziellen Erfordernissen. Es geht mit dem neuen Gesetz also darum, angesichts völlig leerer Bundeskassen, angesichts eines nach Finanzmitteln lechzenden Finanzministers eine neue Aufgabe zu finanzieren, die jährlich massive Mittel erfordern wird. Das ist der Zweck dieses Gesetzes.

Ich möchte Sie dabei an die Behandlung der Motion Walker Felix 02.3579 erinnern, die wir überwiesen haben. Darin hat der Rat klar festgehalten, dass wir das nicht machen wollen, was uns jetzt vorgelegt wird, nämlich etwas Neues – neue, regelmässig wiederkehrende grosse Kosten verursachend – zu schaffen. Wenn wir diesem Gesetz nicht zustimmen, bleibt es bezüglich Friedensförderung wie bis jetzt; wir sind auch heute in der Friedensförderung tätig. Wir widersetzen uns aber der Absicht, diese Tätigkeit auszudehnen.

Zum Rahmenkredit: Wenn Sie vom heutigen Stand ausgehen, liegt der jährliche Finanzbedarf bei ungefähr 45 Millionen Franken. Das ist grosszügig gerechnet, ohne die massiven Steigerungen in den letzten Jahren mitzuberücksichtigen, also nur ausgehend vom Betrag, wie er jetzt für das Jahr 2003 bewilligt worden ist.

Bundesrat und Kommissionsmehrheit wollen diesen Betrag erhöhen auf 240 Millionen Franken in vier Jahren, also 60 Millionen Franken pro Jahr. Es handelt sich also um eine Erhöhung um volle 33 Prozent – und dies eine Woche nach unserem Beschluss, keine neuen Ausgaben mehr zuzulassen!

Würden wir der Minderheit folgen – sie war in der Kommission eine Zeit lang sogar die Mehrheit –, würde die Steigerung gar 55 Prozent – 55 Prozent, in einem Schritt! – betragen. Dazu kann ich nur sagen: Das ist pure Verantwortungslosigkeit angesichts der finanziellen Situation, wie sie heute besteht.

Wir sind zwar heute Morgen ermahnt worden, wir dürften nur Ja und Amen sagen zu allem, was uns da jetzt vorgelegt werde, weil nur ein Ja solidarisch und fortschrittlich sei. Diese Bemerkung – ich erlaube mir diese Bemerkung gegenüber dem Präsidenten – war genau genommen auch eine parteipolitisch geforderte, die vom Präsidenten aber nicht kritisiert wurde, weil er dieser Parteipolitik offenbar mit mehr Sympathie begegnet. Aber lassen wir das.

Schauen wir noch, was die Schweiz im Rahmen dieser Friedensförderung unternimmt. Dazu haben alle Räte Anfang Jahr einen Prospekt bekommen – vielleicht haben ihn einige sogar gelesen – mit den Vorhaben, die im Rahmen der zivilen Friedensförderung auf uns zukommen. Da steht, als ein Projekt, das der Schweiz offenbar am Herzen liegt: Wir wollen anderen Staaten Hilfe gewähren, damit sie Fragebogen, die ihnen die Uno schickt, in Zukunft auch ausfüllen können! Wir stellen also Funktionäre, Bürokraten aus unserem Land zur Verfügung, damit Bürokraten in Entwicklungsländern, die auch dort von Steuergeldern leben, in die Lage versetzt werden, Fragebogen, die ihnen die Uno schickt, in Zukunft auch auszufüllen!

Und Weiteres in ähnlichem Zusammenhang ist bereits am Laufen: In Genf unterhalten wir ein Institut für Diplomaten aus Entwicklungsländern, die zuweilen offenbar etwas komplizierte Beschlüsse fassen. Weil der Verdacht besteht, dass diese Diplomaten nicht verstünden, was genau sie beschlossen hätten, inszeniert jetzt die Schweiz für diese Diplomaten eine Art Nachdiplomstudium, damit diese Diplomaten wenigstens im Nachhinein verstehen, was sie beschlossen haben! Speziell im Visier sind dabei WTO-Vereinbarungen – und dieses Institut wird von Bundesrat Deiss als etwas höchst Vernünftiges verteidigt.

Im Rahmen dieser zivilen Friedensförderung – das ist der rote Faden – soll die Schweiz globale Strukturpolitik betreiben. Globale Strukturpolitik als zentrales Thema; das ist nun wahrhaftig nichts anderes als ein Eldorado für Funktionäre. Das hat mit Entwicklungshilfe, mit Friedensförderung überhaupt nichts zu tun; das hat einzig und allein damit zu tun, dass mehr Funktionäre auf Kosten von Steuerzahlern hierzulande und auf Kosten von Steuerzahlern in Partnerländern beschäftigt werden. Dafür aber ist kein Bedarf; solches soll und das darf die Schweiz nicht mitfinanzieren!

Wenn noch ein Minimum an finanzpolitischer Glaubwürdigkeit in diesem Hause übrig bleiben soll, darf zumindest keine Aufstockung vorgesehen werden. Das Minimum, was zu tun wäre, wäre, wenigstens den Antrag Pfister Theophil, der mit den Ausgaben ungefähr auf dem heutigen Niveau bleiben will, zu genehmigen. Vor allem aber bin ich der Auffassung, es gelte nun, aus deklamatorischen Absichten, wir übernahmen keine neuen Aufgaben, solange die Finanzen nicht gesichert seien, Ernst zu machen und festzuhalten: Wir können diese neue Aufgabe nicht übernehmen, weil wir sie nicht finanzieren können. Zusätzlich, im Blick auf die vorgesehnen Programme, stellen wir fest: Da liegt nicht der Schwerpunkt schweizerischer Entwicklungshilfe. Über die bisherigen Instrumente, die wir nicht bestreiten, wo wir auch keine Kürzung vorgeschlagen haben, können wir das Sinnvolle umsetzen. Aber wir sollten nicht eine neue Aufgabe schaffen, die wir nicht finanzieren können und deren Sinn schwer einzusehen ist.

Müller-Hemmi Vreni (S, ZH): Ich scheue mich nicht zu wiederholen, was heute Morgen nach acht Uhr hier im Saal gesagt wurde. Eine verrückte, paradoxe Situation ist dies doch: Wie überall sind auch bei uns seit Wochen Menschen gegen den Irak-Krieg auf die Strasse gegangen, haben sich zusammen mit Politikerinnen und Politikern in Kirchen und andernorts zu Friedensmanifestationen versammelt. Ebenfalls seit Wochen hat das Aussiedeldepartement alles für die humanitären Einsätze nach Ausbruch dieses längst unaufhaltbaren Krieges vorbereiten müssen. Erst recht paradox ist, dass heute, während wir hier drinnen über zusammen knapp 100 Millionen Franken pro Jahr für die zivile Friedensförderungs- und Menschenrechtspolitik von EDA und VBS debattieren, mit x-fachem Milliardeneinsatz Bushs so genannter Präventivkrieg gestartet worden ist, dieser völkerrechtswidrige Präventivkrieg, der nicht nur uns im alten Europa nicht einleuchtet und dessen Ausmass an menschlichem Leid und materiellen Folgekosten nicht abzuschätzen ist.

Doch – und davon will ich gerade heute nicht abrücken, trotz dieser paradoxen Realitäten – auch dieser Krieg wird an der von Mahatma Gandhi auf den Punkt gebrachten Erkenntnis nichts ändern: «Es gibt keinen Weg zum Frieden, der Friede



ist der Weg.» Dieses Gandhi-Zitat ist seit Wochen unübersehbar im Zürcher Hauptbahnhof zu lesen, von einer Zeitung platziert als Kommentar zur weltpolitischen Situation. Es ist eine passende Leitlinie für unsere heutige Debatte. Unsere Fraktionspräsidentin hat es heute Morgen gesagt: Die SP war und ist eine Friedenspartei. Darum wollen wir mehr präventiven Einsatz für Frieden und Menschenrechte. Darum wollen wir für eine Schweiz einstehen, darum stehen wir für eine Schweiz ein, die das Gewicht deutlich von der nationalen Verteidigungspolitik auf die globale Friedens- und Entwicklungszusammenarbeitspolitik verlagert. Der Friede ist der Weg.

Der Bundesrat wie das Parlament haben sich zwar seit dem Aussenpolitischen Bericht 1993, unter Schwerpunktsetzung bei der zivilen Friedensförderung und beim Einsatz für Menschenrechte, auch auf diesen Grundsatz verpflichtet. Die schweizerische Realität allerdings bleibt nach wie vor auch ein Paradoxon. Die im EDA-Rahmenkredit für vier Jahre beantragten 240 Millionen Franken für Friedensförderung sind, gemessen am Militärbudget, weiterhin ein Klacks. Die vom Bundesrat hier im VBS-Rahmenkredit unter dem Titel «zivile Friedensförderung» beantragten 180 Millionen Franken, insbesondere für die Genfer Zentren und das ETH-Netzwerk, machen lediglich 1 Prozent des gesamten VBS-Budgets aus. Gemäss Bundesratsentscheid von letzter Woche soll dies künftig sogar noch weniger sein; darauf werde ich in der Detailberatung zurückkommen.

Darum ist die sukzessive Mittelsteigerung für zivile Friedens- und Menschenrechtsförderungsprojekte des EDA in Konfliktgebieten von heute lediglich 44,5 Millionen Franken auf 62,5 Millionen Franken im Jahr 2007 ein «Schrittein» in die richtige Richtung. Aber – und ich betone dies – im Vergleich mit aussenpolitisch ähnlich gesinnten und vergleichbaren Ländern, wie z. B. Norwegen, wird die Schweiz weiterhin mit sehr bescheidenen Mitteln und mit angezogener Handbremse arbeiten müssen. Daran, dass die dafür verantwortliche politische Abteilung 4 im EDA auch weiterhin das Beste daraus machen wird, zweifelt die SP-Fraktion nicht. Aber wenn die Schweiz, ähnlich wie Norwegen, künftig eine führende Rolle im Bereich der zivilen Friedensförderung spielen soll – und dies entspräche ja eigentlich der Aussage des Bundesrates im Aussenpolitischen Bericht 2000 –, müssen dafür mehr Ressourcen zur Verfügung gestellt werden.

Dass die Schweiz aufgrund ihrer historischen Rolle und der in unserem Land angesiedelten internationalen und privaten Organisationen nach wie vor die besten Voraussetzungen hat, um weltweit wieder eine führende Rolle spielen zu können, ist unbestritten. Aber eben, dann müssen die finanziellen Prioritäten für zivile Friedenspolitik auch real gesetzt werden, und zwar heute schon und vor dem Hintergrund der Geschehnisse im Irak erst recht. Deshalb steht die SP mit Überzeugung hinter der Aufstockung des EDA-Kredites um 40 Millionen Franken auf insgesamt 280 Millionen Franken gemäss der Minderheit.

Zu Norwegen mit seinem gut viermal höheren Friedensförderungsbudget könnten wir auch so noch lange nicht aufschliessen. Aber mit 10 Millionen Franken mehr pro Jahr – dies hat die Diskussion mit Bundesrätin Calmy-Rey gezeigt – könnten wir einen zusätzlichen Schwerpunkt bei der aufwendigen und viel zu langsam vorwärts kommenden Minenräumung setzen; dies in Ländern wie Mosambik, Angola, Bosnien, Sri Lanka, Afghanistan, vielleicht auch bald im Irak. Es sind Länder, in denen immer wieder Kinder wie Erwachsene Opfer dieser heimtückischen Waffen werden, wo das Leben nach dem Krieg immer noch durch nicht entminnte Gebiete stark eingeschränkt ist. Wir könnten in Israel und Palästina – der Nahe Osten ist ein schweizerisches Schwerpunktgebiet – gezielt und vernetzt Beiträge von Frauen zur Stärkung und Entwicklung einer nachhaltigen Friedenkultur fördern; etwas, was heute nur in bescheidenstem Rahmen möglich ist, obwohl gerade dieser Sukkurs für Friedensbasisarbeit in der politisch so blockierten Situation erst recht wichtig ist.

Mit unserem Ja zur Aufstockung des EDA-Kredites signalisieren wir dem Bundesrat auch, dass dem EDA die führende

Rolle in diesem Bereich zukommen muss. Dies muss im auf die nächste Legislatur versprochenen umfassenden friedenspolitischen Leitbild verdeutlicht werden. Dabei ist unter dem Titel Kohärenz speziell die künftige Kooperation mit dem VBS zu klären.

Dass die SP-Fraktion zur formalen gesetzlichen Verankerung der zivilen Friedens- und Menschenrechtspolitik und damit auch zur längerfristigen Verbindlichkeit via Rahmenkrediten heute Ja sagt, ist selbstverständlich. Wenn die SVP zur verlässlichen Friedensaussenpolitik dagegen Nein sagt, den EDA-Vierjahreskredit sogar auf 140 Millionen Franken kürzen will, dann entspricht dies dem bekannten Bauchnabel- und Nach-mir-die-Sintflut-Profil dieser sich immer isolationistischer gebärdenden Partei. Zu diesem Profil passen auch in der APK gehörte abstruse Argumentationen eines SVP-Vertreters wie: Der Friedens- und Entwicklungsbeitrag der Schweiz liege darin, eine innovationsfähige Wirtschaft zu haben. Herr Schlüer hat dieses Profil vorhin weiter zugespielt. Im Klartext heisst dies doch: Die SVP will keine schweizerische Friedens-Aussenpolitik. Diese Nichteintents- und Kürzungsanträge schaffen darum Transparenz über die erneute SVP-Absage an globale Mitverantwortung. Dies ist gut so; die heute friedenspolitisch speziell sensibilisierte Schweizer Bevölkerung wird daraus ihre eigenen Schlüsse ziehen.

Gerade heute, wo der Startknopf zum Irak-Angriff gedrückt wurde, gilt es, für weltweite Friedensförderung und Stärkung der Menschenrechte eindeutig und unmissverständlich Position zu beziehen. Die SP-Fraktion tut dies und setzt den aktuellen paradoxen Kriegsrealitäten ein klares Ja für eine besser verankerte und verstärkte schweizerische zivile Friedens- und Menschenrechtspolitik entgegen. Darum stimmen wir für die Erhöhung des EDA-Kredites; darum lehnen wir alle SVP-Anträge ab.

Meine Damen und Herren von CVP und FDP, hier in der Mitte: Setzen Sie heute mit uns zusammen eindeutig und unmissverständlich dieses schweizerische Signal für mehr Frieden und Menschenrechte, denn – trotz Irak-Krieg – der Friede ist der Weg.

Zapfl Rosmarie (C, ZH): Diese Botschaft und der Rahmenkredit für friedensfördernde Massnahmen kommen in einer Zeit in den Rat, in welcher Krieg und Missachtung der Menschenrechte das Gesprächsthema sind. Leider konnten wir in den vergangenen Jahren die Demokratisierung und die Rechtsstaatlichkeit in vielen Ländern nicht in die gewünschte Form bringen; es hat wenig Fortschritte gegeben. Damit ist die Gefahr des Ausbruchs neuer Konflikte gross wie schon lange nicht mehr.

Die CVP-Fraktion begrüßt es, dass der Bundesrat mit diesen beiden Botschaften den Kredit für die zivile Friedensförderung und die Stärkung der Menschenrechte auf eine gesetzliche Grundlage stellen will, denn damit wird eine Lücke in der Gesetzeslandschaft geschlossen. Es ist seit Jahren das Anliegen der CVP, dass die Kredite für die zivile Friedensförderung und die Stärkung der Menschenrechte zusammengelegt werden und damit eine bessere Koordination und Transparenz geschaffen werden.

Das ist aus unserer Sicht richtig, weil in den erwähnten Bereichen jährlich Bundesmittel in der Höhe von rund 45 Millionen Franken gesprochen werden. Dazu braucht es unseres Erachtens eine formelle gesetzliche Grundlage. Wir meinen, es brauche aber auch eine inhaltliche und programmatische Ausrichtung. Der Bundesrat sieht ja vor, dass er jeweils im Zusammenhang mit den Krediten auch die inhaltliche Festlegung vornehmen wird. Aus Sicht der CVP-Fraktion haben sich die bisherigen Tätigkeitsfelder bewährt; die künftige Ausrichtung muss auch von den bisherigen Erfahrungen geprägt sein. Damit kann der Bundesrat an die Tradition der Guten Dienste und der humanitären Politik anknüpfen. Wir sind auch der Meinung, dass er auf dieser Grundlage seine zivilen Friedens- und Menschenrechtsaktivitäten weiterführen soll, sei dies in verschiedensten Formen der Vermittlung, der Mitarbeit in Projekten, aber auch der Entsendung von Fachleuten.

Von einer wirksamen Friedenspolitik spreche ich, wenn mit den vorhandenen Mitteln, die ja wirklich nicht zu gross sind, der Schutz von besonders verletzlichen Gruppen im Vordergrund steht. Das sind bei jedem Konflikt – das werden wir auch beim aktuellen Konflikt wieder sehen – Angehörige von Minderheiten; seien das Kinder, seien das Frauen, alte Leute, aber auch Gefangene. Nach Bürgerkriegen, wie sie z. B. in Ruanda oder Mosambik in den vergangenen Jahren stattgefunden haben, konnte ich persönlich mitverfolgen, welche Guten Dienste von der Schweiz – vom EDA und von der Deza – geleistet wurden.

Der Menschenrechtsdialog ist ein langwieriger Prozess. Auch da zeigen Beispiele, dass mit einem kontinuierlichen Vorgehen Erfolge erzielt werden können. Bei unserem Besuch in China, bei dem wir natürlich mit den zuständigen Politikern auch die Menschenrechtsfrage diskutierten, haben wir erfahren, wie wichtig dieser Dialog ist. Wir haben aber auch erfahren, dass er in verschiedensten Fällen erfolgreich war: Menschen konnten dank dieses Dialoges aus den Gefängnissen befreit werden; andere konnten das Land verlassen. Wenn der Rahmenkredit gesprochen wird, so kann in den kommenden Jahren der Dialog mit weiteren Staaten aufgenommen werden. Im Moment ist der Menschenrechtsdialog ja auf China beschränkt.

Die Schweiz kann sich selbstverständlich nicht überall engagieren. Wenn es uns bewusst ist, dass zurzeit mindestens 300 000 Kinder schwer bewaffnet in Konflikten mitkämpfen, dann sind wir auf internationaler Ebene gefordert. Das EDA hat massgeblich dazu beigetragen, dass das Übereinkommen über die Rechte des Kindes mit einem Zusatzprotokoll zu den Kindersoldaten ergänzt wird. Damit hat unser Land eine sehr wichtige Aufgabe übernommen.

Die Aussenpolitische Kommission hatte kürzlich Gelegenheit, für einige Stunden bei der Ausbildung von Experten und Expertinnen des Schweizerischen Pools für zivile Friedensförderung dabei zu sein. Dieser Einblick hat uns gezeigt, wie seriös die Ausbildung und die Vorbereitung von Fachleuten für den Einsatz über die Departementsgrenzen hinaus geschieht.

Der Kredit, den wir heute sprechen – die CVP-Fraktion wird sich übrigens für die vorgegebenen 240 Millionen Franken aussprechen –, reicht natürlich längst nicht für alle Aktivitäten, die eigentlich geleistet werden sollten. Wichtig ist für uns jedoch, dass dem EDA und der Deza dieser Betrag zur Verfügung steht und dass nicht noch einiges abgezogen wird. Der Betrag ist um einiges höher als die Mittel, die bis heute jährlich zur Verfügung gestanden haben. Ich möchte Frau Bundesrätin Calmy-Rey bitten, uns kurz zu erklären, welche Aktivitäten mit den etwa 60 Millionen Franken, um die der Betrag aufgestockt werden soll, vorgesehen sind. Vielleicht wäre es hilfreich, wenn wir das von Ihnen hören könnten. Ich weiss, dass mit den neuen gesetzlichen Vorgaben keine Berge versetzt werden, aber sie würden einen weiteren kleinen Schritt hin zur Mithilfe bei der Konfliktbewältigung und der Friedensförderung bedeuten.

Die CVP-Fraktion hat beschlossen, auf das Geschäft einzutreten und die Mehrheit der Kommission zu unterstützen.

Baumann Ruedi (G, BE): «Es gibt nichts Gutes, ausser man tut es!» Wenn es auf dieser Welt etwas gibt, wo sich die Schweiz wirklich engagieren, sich einbringen, sich einen Namen schaffen kann, dann ist es die zivile Friedensförderung. Aber man muss es tun. Wir sollten es in Zukunft verstärkt tun. Gerade heute, an diesem Tag, sollten wir dazu auch ein finanzielles Zeichen setzen.

Die Schweiz röhmt sich ihrer Tradition als humanitäre Nation – zu Recht. Wir sind stolz auf unser Katastrophenhilfekorps – auch zu Recht. Aber das ist immer Aufräumarbeit, Hilfe, wenn die Katastrophe schon geschehen ist. Wir haben bisher für präventive Friedensförderung zu wenig getan, zu wenig dafür, dass drohende Konflikte schon gar nicht erst in Gewalttätigkeiten ausbrechen. Wir müssen mehr tun.

Wir wissen alle, dass die Zahl der Gewaltkonflikte hoch ist. Die meisten werden innerhalb von Staaten ausgetragen,

nicht mehr oder zumindest weniger zwischen einzelnen Staaten. Am stärksten leiden Zivilpersonen, Frauen, Kinder. In den letzten zehn Jahren starben 2 Millionen Kinder in Gewaltkonflikten, 6 Millionen Kinder wurden verstümmelt, 10 Millionen Kinder psychisch geschädigt. Wir wissen nicht oder noch nicht, was heute und in den nächsten Tagen und Wochen im Irak geschieht. Es ist keine Frage – wir müssen mehr tun.

Der Bundesrat hat im Dezember 2000 den Schweizerischen Expertenpool für zivile Friedensförderung ins Leben gerufen. Ich finde das eine hervorragende Sache. Meines Wissens sind inzwischen rund 600 Personen rekrutiert, erfahrene Friedensfachkräfte und engagierte junge Leute, die für längere oder kürzere Auslandseinsätze in Konfliktgebieten zur Verfügung stehen. Das sind keine Ferieneinsätze, Herr Schlüer. Ich hatte bisher wie andere Parlamentarierinnen und Parlamentarier in diesem Rat Gelegenheit, an Kurzeinsätzen teilzunehmen: Ich war Short Term Observer (STO) bei den Wahlen in Montenegro, in Kambodscha und vor zwei Wochen in Armenien. Ich kann immer wieder feststellen, dass diese – ich gebe es gerne zu – bescheidene Arbeit von der jeweiligen betroffenen Bevölkerung geschätzt wird. Die Leute sind stolz darauf, auch endlich einmal von der Weltöffentlichkeit, von der OSZE, von der EU, der Uno oder von anderen internationalen Organisationen wahrgenommen zu werden. Die Demokratie fällt in diesen von totalitären Regimes oder jahrelangen kriegerischen Auseinandersetzungen gezeichneten Staaten nicht einfach vom Himmel.

Aber es ist nicht nur das, was wir diesen Staaten allenfalls bringen können; es ist auch wichtig, was wir selber bei diesen Einsätzen profitieren. Wir erleben selber Gastfreundschaft, wir üben internationale Zusammenarbeit und Solidarität, und wir können uns weltweit mit gleich gesinnten Friedenswilligen vernetzen – alles Dinge, welche die isolierte Schweiz mehr und mehr gebrauchen kann. Die Argumentation von Herrn Schlüer und seine Nichteintretensanträge sind nur finanzpolitisch motiviert; nach meinem Dafürhalten ist seine Argumentation sehr schwach, sodass ich kaum darauf eingehen muss.

Nur so viel zu Herrn Schlüer: Ein Tag Krieg im Irak kostet allein schon finanziell mehr als alle zivilen Friedensexpernen und -aktivitäten auf der ganzen Welt zusammengenommen während eines Jahres – gar nicht zu reden von allem nicht bezifferbaren menschlichen Leid, das dabei entsteht.

Die Grünen beantragen selbstverständlich Eintreten auf alle drei Vorlagen. Wir werden uns auch für die Erhöhung des Friedenskredites einsetzen.

Suter Marc F. (R, BE): Die Menschheit muss dem Krieg ein Ende setzen, oder der Krieg setzt der Menschheit ein Ende. Das hat auch ein «Mieter» des Weissen Hauses gesagt, aber natürlich nicht der heutige, sondern John F. Kennedy. Wir sind uns heute sicher alle bewusst, dass dem Krieg begegnet werden muss, dass alles darangesetzt werden muss, um Krieg zu verhindern, zu vermeiden.

Genau deshalb haben wir ja zwei wichtige Ziele in der Aussenpolitik, nämlich die Wahrung von Sicherheit und Frieden sowie die Förderung von Menschenrechten, Demokratie und Rechtsstaat. Die Schweiz hat in den letzten 15 Jahren die zivile Konfliktbearbeitung und die Menschenrechtsförderung ausgebaut. Heute legt sie das Schwergewicht auf verschiedene Formen der Vermittlung, auf die Mitarbeit in Projekten und auf die Entsiedlung von Fachleuten, nicht mehr auf finanzielle Beiträge. Das EDA führt in Konfliktgebieten, die für die Schweizer Politik wichtig sind, zusammen mit internationalen Organisationen, mit nichtstaatlichen Organisationen und Unternehmen, auch mit der Wissenschaft und den Akteuren vor Ort mehrjährige Programme durch. Die Qualität dieser Arbeit erhält weltweit Anerkennung; so viel zur Kritik auch von Herrn Schlüer, der hier diese wirklich hohe Qualität der Arbeit als Bürokratentum vom Tisch zu wischen versucht.

Nun, die FDP-Fraktion ist froh und begrüßt, dass eine klare Rechtsgrundlage geschaffen wird. Diese Rechtsgrundlage



ist ja eine Selbstverständlichkeit in einem Rechtsstaat, und wenn wir schon in der Welt die Prinzipien des Rechtsstaates vermitteln wollen, dann sollten wir auch und gerade bei uns klare Rechtsgrundlagen schaffen, auch in diesem Bereich. Die gute Arbeit, die die Schweiz zur Friedenssicherung und zum Schutze der Menschenrechte erfüllt, diese Aufgabe muss planbar sein. Es ist nicht eine kurzfristige Aufgabe, Herr Schlüer; Sie können nicht einzelfallweise und dann noch im Parlament, so wie es Ihnen dann gerade passt, etwas bewilligen oder verweigern.

Die Kontinuität der Arbeit ist doch entscheidend, die mittel- bis langfristige Planung. Die Zusammenarbeit kann ja auch nicht stattfinden, wenn keine klaren planungsmässigen Grundlagen vorhanden sind. Aus diesem Grunde ist die Verabschiedung eines Rahmenkredites das Pendant zum Schaffen einer Rechtsgrundlage: Das eine gehört zum anderen.

Die Schweiz hat wegen ihrer langjährigen glaubwürdigen Politik in diesem Bereich, der jetzt ausgebaut worden ist, eine hohe Glaubwürdigkeit und Anerkennung erlangt. Wir sind auch im Vorteil, weil unser Land keine koloniale Vergangenheit hat, was sicher die Interventionsmöglichkeiten bei der Vermittlung stärkt. In diesem Rahmen war es eine glänzende Idee – übrigens von Herrn Bundesrat Ogi –, diese drei Institutionen in Genf zu schaffen, um dieses Gedankengut in die Welt hinauszutragen, zu vermitteln, Fachleute auszubilden, sie auch zu ermuntern, vor Ort für diese gute Sache einzutreten.

Die Kritik von Herrn Schlüer ist völlig fehl am Platz. Die Absehung an dieses Engagement, Herr Schlüer, ist ein Rückfall in eine archaische Aussenpolitik der Verweigerung. Unsere Fraktion steht hinter dem Gesetz und natürlich auch hinter dem Kredit – wobei wir heute Nachmittag, wenn Herr Bundesrat Schmid anwesend sein wird, in dieser Beziehung noch einige kritische Anmerkungen machen müssen, weil die Umschichtung namentlich der Kredite und des Rahmenkredites merkwürdig berührt und hier womöglich noch die Aufsicht des Parlamentes wahrgenommen werden muss.

Eggy Jacques-Simon (L, GE): Lors du débat sur le rapport du Conseil fédéral sur la politique économique extérieure 2002, on a beaucoup entendu, notamment dans ces rangs-ci, du côté de la gauche, que le Parlement n'était pas suffisamment associé à la politique extérieure, que la légitimité n'était pas suffisante. La réponse de M. Deiss, conseiller fédéral, a été d'ailleurs tout à fait bonne: il s'est appuyé sur la constitution.

Mais de quoi s'agit-il ici, sinon de poursuivre une politique que nous connaissons? Je crois que les événements dont nous avons parlé avec gravité ce matin montrent bien que la prévention des conflits, la promotion des droits de l'homme, la participation à la gestion pacifique, si possible, des conflits, sont absolument essentielles. Tout cela est essentiel dans le cadre de la communauté internationale et de l'ONU et c'est essentiel pour nous, dans la ligne de notre vocation et de nos possibilités.

Je m'étonne que, du côté du groupe de l'UDC notamment – qui se méfie des efforts multilatéraux –, on n'a pas bien vu que, là, il était aussi question de mesures autonomes. Que ce soit de manière autonome sous l'égide de la Suisse ou que ce soit dans une participation à des opérations sous l'égide de l'ONU, nous restons dans le droit fil de ce que nous avons fait, de ce que nous faisons et de ce que nous devons faire davantage encore. Il fallait, pour que cela puisse vraiment se développer, une base légale et des définitions des ordres de choses et des tâches que nous pouvons accomplir. Il fallait aussi un arrêté qui donne sa base légale au crédit-cadre qui doit être affecté à la gestion civile des conflits et à la promotion des droits de l'homme. C'est la raison pour laquelle nous ne voyons pas pourquoi ceux qui sont réticents à tout ce qui est multilatéral et ceux qui ne voient de salut que dans le multilatéralisme devraient être opposés à ce qui devrait, au fond, rassembler tout le monde.

Alors, la proposition de non-entrée en matière de la minorité Schlüer masque en réalité un pessimisme – j'ai déjà eu l'occasion de le dire souvent – fondamental par rapport à tous les efforts qui peuvent être faits par la Suisse. Quelle erreur d'imaginer que la Suisse devrait se cantonner dans la coopération au développement, dans l'aide humanitaire au sens le plus strict, et ne devrait pas s'engager pour la promotion civile de la paix, le renforcement des droits de l'homme et la gestion civile des conflits!

Tout cela est un tout qui fait partie de notre politique étrangère, et de vouloir penser que l'on pourrait se concentrer uniquement, comme on le faisait peut-être jadis, sur l'aide humanitaire, c'est évidemment avoir une bien courte vue.

La minorité Schlüer a proposé aussi que l'on réduise le crédit proposé par la majorité de la commission. M. Schlüer nous a renvoyés à nos responsabilités par rapport au programme d'économies, et M. Villiger aussi nous a renvoyés à nos responsabilités. Mais en effet, il y a quand même des priorités à avoir. Pensez-vous véritablement qu'aujourd'hui, dans l'époque que nous vivons, à la place où est située la Suisse, c'est le moment de réduire des crédits finalement très raisonnables qui nous sont demandés pour accomplir ces tâches? Je crois vraiment que ce serait non seulement une erreur politique, mais aussi indécent.

C'est la raison pour laquelle le groupe libéral, avec conviction, vous demande de suivre la majorité pour ce qui concerne l'entrée en matière sur la loi et de suivre la majorité quant au crédit qui vous est demandé.

Wiederkehr Roland (E, ZH): Angesichts der fortgeschrittenen Zeit halte ich mich kurz. Ich finde auch, man müsse gar nicht so lange darüber sprechen. Die Schweiz macht Friedensförderung, wie sie jetzt im Gesetz verankert werden soll, schon lange. Diese gesetzliche Grundlage ist überfällig. Die humanitäre Tradition der Schweiz ist nicht mehr wegzudenken. Wir haben etwas zu bieten in dieser Welt; wir werden zweifellos auch im Irak dort mit beteiligt sein, wo es um die humanitären Aspekte geht. Heute weiß jedermann, dass auch die Umweltaspekte humanitäre Aspekte sind. Die Schweiz hat – in der humanitären Tradition unseres Landes – immer ausgezeichnete Arbeit geleistet. Die neuen Bedrohungen bedingen neue Aufgaben. Um überhaupt humanitär tätig sein zu können, muss man friedensfördernd tätig sein können, sonst erfüllt man nur einen kleinen Teil der humanitären Aufgabe für die Menschen, für die Umwelt, in der sie leben, und für das soziale Gefüge.

Deshalb stimmt unsere Fraktion diesem Gesetz zu. Sie ist für Eintreten und wird sämtlichen Abänderungsanträgen in Bezug auf alle diese friedensfördernden Aspekte eine Abfuhr erteilen.

Le président (Christen Yves, président): La CPS a rédigé un corapport. M. Leu, président de la CPS, a la parole.

Leu Josef (C, LU): Die Sicherheitspolitische Kommission Ihres Rates hat zuhanden der Aussenpolitischen Kommission einen Mitbericht verfasst. Sie hat zu den vorliegenden Geschäften unter dem Thema der zivilen Friedensförderung Stellung bezogen. Die Kommission unterstützt die Politik des Bundesrates im Bereich der zivilen Friedensförderung mit grosser Mehrheit.

Im Rahmen unseres Mitberichtes beantragen wir denn auch, dem Entwurf eines Bundesgesetzes über Massnahmen zur zivilen Friedensförderung und Stärkung der Menschenrechte abgesehen von zwei redaktionellen Änderungen zuzustimmen. Diese Lücke ist durch dieses Gesetz aufzufüllen, damit in diesem Bereich der zivilen Friedensförderung eine saubere gesetzliche Grundlage besteht. Diese Gesetzgebung begrätfigt die Tatsache, dass die Friedensförderung auf einer langen Tradition beruht.

Ferner beantragt die Sicherheitspolitische Kommission Zustimmung zum Rahmenkredit von 240 Millionen Franken, den der Bundesrat für Massnahmen zur zivilen Konfliktbearbeitung und Menschenrechtsförderung beantragt hat. Die



Kommission ist der Auffassung, dass dieser Betrag dem Finanzplan 2003–2005 entspricht und dass daher weder eine Erhöhung noch eine Senkung des Betrages angebracht ist. Entsprechend hat sie mit 11 zu 7 Stimmen bei 2 Enthaltungen einen Antrag, der diesen Kredit auf 180 Millionen Franken herabsetzen wollte, und mit 13 zu 4 Stimmen bei 2 Enthaltungen einen gegensätzlichen Antrag, der ihn auf 280 Millionen Franken erhöhen wollte, verworfen. Die Erhöhung war namentlich von der Aussenpolitischen Kommission beantragt worden.

An die Adresse der Vorsteherin des Eidgenössischen Departementes für auswärtige Angelegenheiten möchte ich festhalten: Die Sicherheitspolitische Kommission des Nationalrates legt Wert darauf, dass die zivile Friedensförderung nicht gegen die militärische Friedensförderung ausgespielt wird. Beides ist wichtig. Im Rahmen eines kürzlichen Besuches in Kosovo konnte ich mich davon überzeugen, wie KFOR-Kontingente nebst ihrem eigentlichen Auftrag ausgezeichnete zivil-militärische Projekte (CIMIC) durchführen. Sie haben zum Teil Projekte im Bereich der Versöhnung übernommen, nachdem zahlreiche NGO Kosovo verlassen haben, weil die Medien nicht mehr so präsent waren.

Ausserdem stimmt die Sicherheitspolitische Kommission dem Rahmenkredit von 180 Millionen Franken zu, den der Bundesrat für zivile friedensfördernde Massnahmen im Rahmen des VBS beantragt hat. Die Kommission ist der Auffassung, dass die in diesem Bereich, namentlich in den drei Genfer Zentren für Sicherheitspolitik, humanitäre Minenräumung und demokratische Kontrolle der Streitkräfte, geleistete Arbeit von hervorragender Qualität ist. Unsere Kommission ist auch darauf bedacht, dass diese Genfer Zentren wirklich auch im Einflussbereich des VBS bleiben und dass dem Aspekt, dass Sicherheitspolitik auch eine aussenpolitische Komponente hat und umgekehrt, Rechnung getragen wird.

Calmy-Rey Micheline, conseillère fédérale: Je tiens tout d'abord à rendre hommage au travail préparatoire que les commissions ont consacré avec une grande diligence à ce projet de loi et au message concernant l'ouverture d'un crédit-cadre pour les mesures de gestion civile des conflits et de promotion des droits de l'homme. Les deux commissions soutiennent clairement les textes dans leurs recommandations respectives. Ces deux projets sont malheureusement d'actualité aujourd'hui, et malheureusement, nous sommes obligés de nous rendre compte que les conflits se multiplient dans le monde et que les demandes adressées à la Suisse augmentent en conséquence.

Ces projets ont été préparés par mon prédécesseur, M. Deiss, mais j'y tiens. J'y tiens beaucoup parce que les objectifs de ces projets font partie de notre histoire. La Suisse est un petit pays et elle a depuis toujours, et depuis longtemps en tout cas, placé sa sécurité dans le règlement pacifique des conflits et dans l'application du droit international.

Vous examinez aujourd'hui deux textes: un projet de loi fédérale sur des mesures de promotion de la paix et de renforcement des droits de l'homme, et de l'autre, un projet concernant l'ouverture d'un crédit-cadre pour des mesures de gestion civile des conflits et de promotion des droits de l'homme. Tous deux représentent une étape importante dans l'essor d'une politique extérieure de la Suisse dynamique et humaine. Ils sont le fruit d'une réflexion longuement mûrie, de l'examen très soigneux des activités qu'a déployées par le passé notre pays pour la promotion de la paix et des droits de l'homme, de l'analyse de son potentiel d'action et des secteurs dans lesquels il pourra s'engager à l'avenir en s'appuyant sur des compétences reconnues sur la scène internationale.

Le projet de loi vise surtout à donner une base légale et un cadre juridique clair à la politique de la Suisse dans ces deux domaines. Il garantit la stricte adhésion au principe de la légalité que pose l'article 5 alinéa 1er de la Constitution fédérale. Le projet de loi, et j'insiste sur ce point, ne crée pas de compétences nouvelles dans le domaine de la politique

étrangère de la Suisse. Il répond simplement à une obligation constitutionnelle en donnant, dans un domaine existant, un cadre formel à l'action de la Suisse et à son financement, rien d'autre!

Le projet concernant l'ouverture d'un crédit-cadre pour des mesures de gestion civile des conflits et de promotion des droits de l'homme précise comment le Conseil fédéral entend déployer son action à venir dans ces domaines. Ce crédit-cadre est essentiel pour pouvoir planifier notre action. C'est un instrument de gestion et je m'étonne que certains parmi vous veuillent priver le Conseil fédéral d'un instrument de gestion, en particulier dans ce domaine. Il part de l'expérience réunie et des stratégies suivies par le passé, puis définit les axes prioritaires, par exemple dans le domaine des bons offices, des initiatives diplomatiques, du déminage, de la constitution de pools d'experts, du renforcement de la protection internationale des droits de l'homme ou du droit international humanitaire. Le crédit-cadre que nous examinons aujourd'hui permettra au Conseil fédéral donc d'optimiser son action, et de la professionnaliser davantage encore par la planification pluriannuelle des ressources qui lui sont affectées.

Sur le fond, les projets répondent à des besoins prioritaires. Je vous l'ai dit et vous le savez, les conflits augmentent et donc les nécessités d'engagement. En ce qui concerne le montant, le crédit-cadre proposé s'élève à 240 millions de francs pour la période 2004–2007. Il prévoit la possibilité de dépenser 220 millions de francs dans les crédits d'engagement sur quatre ans.

La croissance prévue pour les crédits pour la promotion civile de la paix figure dans l'enveloppe et dans le plan financier 2004–2006 du Conseil fédéral. Le montant a été compensé au niveau du département et tient compte du programme d'économies du Conseil fédéral et des Chambres, ceci pour rassurer le groupe de l'Union démocratique du centre. Il ne dépasse que légèrement le niveau des ressources que le Conseil fédéral avait déjà affectées au même objet durant les années précédentes. On m'a demandé de bien vouloir lister les activités qui sont prévues avec l'augmentation, et qui ne pourraient plus être effectuées sans l'augmentation.

Il s'agit d'engager plus d'experts suisses pour la promotion de la paix, de faire plus d'actions de déminage, et de pouvoir contribuer à la destruction d'armes légères plus que nous le faisons aujourd'hui, puisque nous sommes totalement absents dans certaines régions du monde. D'une façon générale, nous sommes aujourd'hui complètement absents dans certaines régions du monde; nous ne pouvons pas répondre aux demandes; nous ne pouvons pas aujourd'hui répondre aux demandes qui sont formulées à l'égard de la Suisse, notamment de la part des Nations Unies ou d'autres pays.

Notre pays a des capacités en la matière; notre pays a des compétences d'expertise qui sont reconnues; notre pays a des traditions dans ce domaine, et aujourd'hui nous ne pouvons pas répondre aux demandes. Nous sommes à peu près comme un commerçant qui arrangerait sa vitrine, mais dont le magasin serait vide! Et notre crédibilité ne peut pas se maintenir au niveau international si nous ne suivons pas avec les moyens financiers.

Cette enveloppe financière, je l'ai dit, est dans le plan financier; et je trouve vraiment dommage de vouloir restreindre ces activités en réduisant les crédits qui leur sont attribués, parce qu'elles sont en réalité plus efficaces et elles coûtent moins cher que les moyens militaires. Elles sont également souhaitables sur le plan humanitaire, parce qu'elles permettent d'éviter un certain nombre de souffrances. Et c'est plus intéressant et efficace, puisque pour notre pays aussi, ces actions-là et ces programmes-là permettent d'éviter un afflux de réfugiés vers notre pays.

Le fait que nous ne soyons pas du tout présents dans certains pays ou dans certaines régions comme l'Afrique de l'ouest – dans le domaine de la destruction des armes légères, on ne fait rien; dans le domaine du déminage, on pourrait faire plus – est mauvais pour notre pays. Certains autres pays font beaucoup plus que nous; je cite la Norvège avec



250 millions de francs par année pour les mêmes programmes.

La minorité Schlüer a proposé de n'entrer en matière sur aucun des deux projets. Premièrement, aucune base légale ne serait nécessaire à l'action du Conseil fédéral en matière de promotion de la paix et des droits de l'homme. Franchement, je m'étonne, Monsieur Schlüer, d'abord parce qu'en règle générale, votre groupe accorde de l'importance à ce que l'Etat appuie son action sur une parfaite légitimité démocratique; et ensuite, je vous l'ai dit, le fait d'avoir une loi nous permet de contrôler ces activités. Je ne comprends pas pourquoi vous ne voulez pas d'une loi qui n'a, par ailleurs, aucune conséquence financière.

Deuxièmement, la minorité de la commission est opposée à l'entrée en matière en ce qui concerne le crédit-cadre. D'après ce que j'ai compris, son objection porte tant sur la nature du crédit que son montant. Je ne m'exprimerai pas sur le fond, je me suis déjà exprimée là-dessus, sur l'importance pour la Suisse d'avoir des programmes de promotion de la paix et de droits de l'homme. Maintenant, pour ce qui concerne les dépenses, encore une fois, il ne s'agit pas de nouvelles dépenses. Il s'agit d'une faible augmentation qui nous permettra d'être mieux à même de répondre aux demandes dans le domaine du déminage, dans le domaine d'envoi d'experts; et là, c'est aussi très important d'être présents dans certaines régions du monde, d'ailleurs pas dans toutes. Ce crédit-cadre a fait l'objet de réflexions soigneuses, nous vous proposons aujourd'hui 240 millions de francs; je dois dire que ces 240 millions de francs sont un montant minimum pour pouvoir être à même d'asseoir notre crédibilité sur le plan international.

Je vous demande de bien vouloir entrer en matière.

Le président (Christen Yves, président): Nous nous prononçons sur la proposition de non-entrée en matière de la minorité Schlüer.

Abstimmung – Vote
Für Eintreten 116 Stimmen
Dagegen 20 Stimmen

Die Beratung dieses Geschäfts wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu

Schluss der Sitzung um 12.45 Uhr
La séance est levée à 12 h 45

Sechzehnte Sitzung –Seizième séance

Donnerstag, 20. März 2003
Jeudi, 20 mars 2003

15.00 h

02.077

Massnahmen zur zivilen Friedensförderung und Stärkung der Menschenrechte. Bundesgesetz

Mesures de promotion civile de la paix et de renforcement des droits de l'homme. Loi fédérale

Fortsetzung – Suite

Botschaft des Bundesrates 23.10.02 (BBI 2002 7611)
 Message du Conseil fédéral 23.10.02 (FF 2002 7063)
 Nationalrat/Conseil national 20.03.03 (Erstrat – Premier Conseil)
 Nationalrat/Conseil national 20.03.03 (Fortsetzung – Suite)

Bundesgesetz über Massnahmen zur zivilen Friedensförderung und Stärkung der Menschenrechte

Loi fédérale sur des mesures de promotion civile de la paix et de renforcement des droits de l'homme

Detailberatung – Examen de détail

Titel und Ingress, Art. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 2

Antrag der Kommission

....

c. demokratische Prozesse fördern.

Antrag Freund

Bst. b

b. Personengruppen sowie den Respekt gegenüber deren Religionszugehörigkeit fördert.

Art. 2

Proposition de la commission

....

c. promouvoir les processus démocratiques.

Proposition Freund

Let. b

b. de groupes de personnes ainsi que d'oeuvrer en faveur du respect des confessions de ces mêmes personnes.

Freund Jakob (V, AR): Wie Sie schon beim Eintreten gehört haben, hat die SiK zu diesem Geschäft einen Mitbericht verfasst. Anlässlich der Sitzung fand mein Antrag in unserer Kommission eine Mehrheit und wurde auch in den Mitbericht aufgenommen. Leider aber wurde dieser Kommissionsantrag von der APK nicht mehr aufgenommen; jedenfalls figu-

riert er nicht auf der Fahne. Deshalb habe ich dieses Anliegen nochmals in einem Einzelantrag formuliert.

Nun zur Sache: Die Geschichte zeigt uns an unzähligen Beispielen, dass die meisten Konflikte auf dieser Welt ihren Ursprung in der Religion haben. Aber auch heute noch fehlen in weiten Teilen unserer Welt der Respekt und die Toleranz gegenüber Andersgläubigen. Vielerorts werden Angehörige anderer Religionen benachteiligt, vertrieben oder gar mit Waffengewalt bekämpft.

Es ist mir bewusst, dass die Glaubensfreiheit, wie sie in unserer Verfassung festgeschrieben ist, nicht auf alle Länder der Welt übertragbar ist. Die gegenseitige Respektierung der Religionszugehörigkeit hingegen muss die Zielsetzung jeglicher friedensfördernder Massnahmen sein. Darum soll auch in Artikel 2 Buchstabe b dieses Gesetzes nicht nur die Stärkung der politischen, der wirtschaftlichen, der sozialen und der kulturellen Rechte unter den Zielen der Förderungsmassnahmen erwähnt werden; auch die gegenseitige Respektierung der Religionszugehörigkeit soll explizit erwähnt werden.

Ich bitte Sie, meinem Antrag zuzustimmen. Er hat keine Kostenfolgen.

Gysin Remo (S, BS), für die Kommission: Die Aussenpolitische Kommission hat den Antrag der Sicherheitspolitischen Kommission sehr eingehend diskutiert. Wir kommen zu folgendem Beschluss: In der gegebenen Formulierung des Bundesrates werden die Menschenrechte gruppenweise aufgezählt. Es sind auch die kulturellen Rechte erwähnt. Das heisst, die Religionsfreiheit ist implizit darin. Wenn Sie einen einzelnen Punkt besonders herausgreifen, dann müssen Sie das für andere, ebenso gewichtige Menschenrechte eigentlich auch tun. Mit anderen Worten: Sie müssen dann als Beispiel die Gedanken- und Gewissensfreiheit auch aufzählen und in jedem Bereich eine Differenzierung machen. Das gäbe eine ellenlange Aufzählung, es gäbe vielleicht auch eine Gewichtung. Die ist nicht nötig, weil alles in der Formulierung des Bundesrates enthalten ist.

Die Aussenpolitische Kommission bittet Sie also mit dem Resultat von 21 zu 1 Stimmen, in Litera b bei der Formulierung des Bundesrates zu bleiben und den Antrag Freund abzulehnen.

Calmy-Rey Micheline, conseillère fédérale: Je reconnais que de nombreux conflits actuels ont une origine religieuse ou confessionnelle. Mais je suis néanmoins défavorable à la proposition Freund pour les raisons suivantes:

1. Le respect des confessions et des libertés confessionnelles fait partie des droits civils et politiques. Il est englobé dans la formulation actuelle. Le respect mutuel figure déjà dans différents droits de l'homme, dans la liberté confessionnelle. Il n'y a pas vraiment lieu d'en faire une mention distincte.

2. Si on met en relief, au niveau législatif, un droit de l'homme par rapport à d'autres, cela pourrait être interprété comme une volonté de donner la priorité à certains droits sur les autres. Je suis sûre que ce n'est pas votre intention, et ce n'est pas non plus l'intention du Conseil fédéral.

3. En droit international, les pays peuvent en principe restreindre la liberté confessionnelle dans certaines situations, pour autant qu'ils respectent des procédures bien définies. D'autres droits, comme le droit à la vie, ne souffrent en revanche aucune restriction, quelle que soit la situation. On voit mal pourquoi nous soulignerions au niveau législatif un droit de l'homme que les normes applicables ne placent pas à un échelon hiérarchique supérieur.

Je vous demande donc de rejeter la proposition Freund.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission 79 Stimmen

Für den Antrag Freund 15 Stimmen

Art. 3

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates



Antrag der Minderheit
 (Schlüer)
Abs. 1 Bst. d
 Streichen

Antrag Grobet
Abs. 1 Bst. f
 f. private oder öffentliche schweizerische Einrichtungen, welche humanitäres Völkerrecht lehren oder ausgestalten, sowie Bereiche des Menschenrechtes und der Friedensförderung finanziell unterstützen.

Art. 3
Proposition de la majorité
 Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité
 (Schlüer)
Al. 1 let. d
 Biffer

Proposition Grobet
Al. 1 let. f
 f. soutenir financièrement les institutions suisses, publiques ou privées, enseignant ou élaborant le droit international humanitaire ainsi que les domaines relevant des droits de l'homme et de la promotion de la paix.

Schlüer Ulrich (V, ZH): Ich habe drei Minderheitsanträge, zu den Artikeln 3, 6 und 10, „eingereicht. Sie behandeln alle drei das gleiche Anliegen. Deshalb werde ich Sie wohl nicht erzürnen, wenn ich Ihnen mitteile, dass ich alle zusammen auf einmal begründe.

Es geht darum, dass in diesem Gesetz vorgesehen ist, einen Teil der geplanten Aktivitäten über andere Organisationen, also NGO, abzuwickeln; das erscheint in den Artikeln 3 und 6. Und gemäss Artikel 10 soll ein Expertengremium geschaffen werden, das bezüglich Friedensförderung den Bundesrat und die ausführenden Gremien berät.

Ich bin der Auffassung, die Schweiz besitze bei der Deza usw. ausgewiesene Experten. Wir sind nicht darauf angewiesen, noch über andere Kanäle Gelder fliessen zu lassen. Ich habe auch den Verdacht, dass das nur darum geschehen soll, damit man die magische Zahl von 0,4 Prozent des Bruttoinlandproduktes, die man für die Entwicklungshilfe ausgeben will, rascher erreicht. Ich bin dezidiert der Meinung: Es ist jetzt wahrhaftig nicht nötig, dass wir auch im Bereich Entwicklungshilfe wieder eine Verbandelung zwischen Organisationen, NGO, Beratern und dem Bund schaffen.

Bei dieser Gelegenheit möchte ich Sie auch fragen: Haben Sie eigentlich beachtet, wie dieses Geschäft auf die Traktandenliste gekommen ist? Es hat zu diesem Geschäft kein Vernehmlassungsverfahren stattgefunden. Dieses Geschäft findet sich nicht in der Legislaturplanung; es ist einfach irgendwie auf die Traktandenliste gelangt. Das Einzige, was angeordnet wurde: Das Departement hat eine Expertengruppe beigezogen und sich durch diese Experten beraten lassen. Diese Experten rieten zur Schaffung dieses Gesetzes, damit man darauf aufbauend Rahmenkredite gewähren könne. Man kann sich jetzt ja wohl an den Fingern abzählen, dass die gleichen Experten, die diesen Ratschlag gegeben haben, nachher auch in der vorgesehenen Expertengruppe sitzen werden, die dann den Bundesrat wieder zu beraten hat.

Da gilt es einfach zu sagen: Es muss nun endlich zu einem Ende kommen mit solchen Filzkonstruktionen, wie der Rat sich auch hier wieder eine zu schaffen anschickt. Der Bund ist in der Lage, seine Aufgaben zu erfüllen; er soll seine Aufgaben erfüllen, und er soll durch das Parlament und die Kommissionen kontrolliert werden. Aber diese Verbandelung mit anderen Organisationen, dieses Zusammenlegen von Finanzkanälen, ist unerwünscht; es ruft nach berechtigter Kritik und beeinträchtigt die Leistungen der Entwicklungshilfe insgesamt.

Herr Suter, der zurzeit zwar durch Abwesenheit glänzt, wird mir demnächst beibringen wollen, dass die gesuchten Experten eben jene Weitsicht zeigen würden, die er an mir vermisst. Bezuglich Weitsicht ist er ja zweifellos Experte. Wer auf einem Schuldenberg von 120 Milliarden Franken sitzt, hat natürlich eine grossartige Aussicht. Und wenn er dann noch vernehmen darf, es sei blass ein Klacks, wenn eine volle Viertelmilliarden Franken auf den Schuldenberg «draufgebuttern» werde, wie das die Kollegin zur Linken so schön formuliert hat, dann kommen wir langsam zum Thema: Wann übernimmt dieses Parlament endlich Verantwortung? Wann macht es in Bezug auf das Geld, das es ausgibt, wenigstens von ferne auch einmal Überlegungen, woher dieses Geld überhaupt kommt? Da stehen sie auf Schuldenbergen und üben sich in staatsmännischen Voten, leichthin eine Viertelmilliarden Franken mehr ausgebend. Sowohl der Filz als auch solches Finanzgebaren sind abzulehnen! Ich bitte Sie, allen drei Anträgen zuzustimmen.

Tillmanns Pierre (S, VD): Au sein de la Commission des institutions politiques, lorsqu'on parle de la loi sur l'asile, vos collègues disent: «Il ne faut pas prendre de requérants d'asile chez nous, par contre il faut leur envoyer de l'argent pour qu'ils puissent se développer chez eux.» Et vous, vous nous proposez de biffer l'article qui demande précisément cette aide. Comment expliquez-vous cela?

Schlüer Ulrich (V, ZH): Ich habe von der Akustik her Schwierigkeiten, Ihre Frage zu verstehen. Können Sie den Anfang der Frage nochmals wiederholen? Den habe ich nicht verstanden.

Tillmanns Pierre (S, VD): Comment expliquez-vous qu'au sein de la Commission des institutions politiques, quand nous traitons la loi sur l'asile, vos collègues de parti nous disent qu'il ne faut pas accepter les requérants d'asile, mais qu'il faut par contre aider les populations sur place pour qu'elles restent chez elles, et qu'aujourd'hui, vous nous demandez de biffer un article qui permettrait d'aider les populations sur place?

Schlüer Ulrich (V, ZH): Sie haben Recht: Es gibt Leute, die diese Forderung aufstellen. Was unsere asylpolitische Haltung betrifft, so haben wir immer festgehalten: Wir haben an der Grenze dafür zu sorgen, dass weniger hereinkommen. Wir haben es immer als illusionär betrachtet, zu glauben, man könnte mit Entwicklungshilfe Flüchtlingsströme eindämmen. Das war nie unsere Politik. Das steht auch nicht in unserem Programm.

Grobet Christian (S, GE): Je me réjouis, bien entendu, en tant que militant des droits de l'homme, de cette loi que l'on traite aujourd'hui et du crédit-cadre qui l'accompagne. J'aimerais toutefois souligner le fait qu'il y a un fossé qui est aussi large que le Grand Canyon entre les principes, les déclarations des droits de l'homme, les différents protocoles et conventions qui s'appliquent à ces questions, et l'application de ces principes.

L'un des problèmes qui se posent en matière d'application du droit humanitaire et des droits de l'homme, c'est précisément l'interprétation des textes. Il faut reconnaître que, depuis la fin de la dernière guerre mondiale, le droit humanitaire auquel notre pays est particulièrement attaché a fait d'énormes progrès. Mais les différentes conventions sont interprétées de diverses manières, et on le voit tout particulièrement aujourd'hui, en cette triste journée de guerre déclarée par une grande puissance qui interprète les dispositions du droit humanitaire de manière totalement différente de la plupart des autres pays.

Les institutions qui enseignent cette matière, qui accomplissent de la recherche, qui approfondissent la notion du droit humanitaire et plus particulièrement, l'interprétation qu'il y a lieu de donner à un certain nombre de conventions – je pense notamment à la Convention pour la prévention et la



répression du crime de génocide –, constituent un élément fondamental du développement et de l'application du droit humanitaire. C'est la raison pour laquelle je propose que le projet de loi soit complété par une disposition qui prévoit que la Confédération soutienne financièrement les institutions, tout particulièrement les institutions suisses – j'y reviendrai tout à l'heure – publiques ou privées, enseignant ou élaborant le droit international humanitaire, ainsi que les domaines relevant des droits de l'homme et de la promotion de la paix.

Cette proposition d'amendement n'est pas anodine puisque la presse a fait état du projet de création d'un institut universitaire à Genève qui, précisément, serait consacré à l'enseignement et à la recherche en matière de droit humanitaire. Avec les événements d'aujourd'hui, je pense que la création d'un tel institut en Suisse, plus particulièrement à Genève, siège du Comité international de la Croix-Rouge, dans notre pays qui est le gardien des conventions de Genève, est plus d'actualité que jamais.

Il s'avère toutefois que les moyens financiers font défaut. Les partisans de cet institut font valoir que la Confédération aurait promis un appui financier pour un institut similaire aux Etats-Unis – c'est un peu paradoxal aujourd'hui, quoique cela ferait peut-être effectivement du bien qu'aux Etats-Unis, on approfondisse les notions relatives au droit humanitaire –, mais il n'empêche que je trouve que c'est dans notre pays que cet effort doit être entrepris. C'est la raison pour laquelle je vous demande d'adopter ce complément à la loi qui nous est proposée.

Certains m'ont informé que l'attribution d'une subvention à un tel institut poserait un problème financier. Il me semble quand même que, par rapport à l'*«ampleur»* du crédit qui est proposé, étant donné les différentes affectations prévues pour ce crédit, il devrait pouvoir être possible d'en affecter une partie à ce projet que je viens d'évoquer, ou alors, le cas échéant, d'augmenter un peu le crédit au moment de la décision sur le crédit-cadre. Mais en l'état, je souhaiterais que le principe que je vous propose soit consacré dans la loi. Merci de votre appui.

Müller-Hemmi Vreni (S, ZH): Ich spreche zuerst zum Antrag Grobet. Wenn die SP-Fraktion diesen Antrag ablehnt, dann ist das nicht, weil wir die wissenschaftliche Arbeit an einem Genfer Institut oder an anderen Instituten gering schätzen, sondern es ist darum, weil die Mittel in diesem Bereich sowieso schon viel zu knapp sind. Herr Grobet, wenn schon, hätten Sie einen Aufstockungsantrag stellen müssen. Aber in der Situation, in der der Kuchen sowieso schon zu knapp ist, können wir nicht noch breiter verteilen.

Ich weise Sie auch darauf hin, dass ja für die Wissenschaftsförderung vor allem und in erster Linie andere «Gefässe» zuständig sind. Dafür haben wir den Schweizerischen Nationalfonds, der sich aufs Forschungsgesetz abstützt. Wir werden die Rahmenkredite in diesem Bereich in der Sonderession im Mai behandeln.

Nun zu den Anträgen der Minderheit Schlüer. Zu Artikel 3 Absatz 1 Buchstabe d: Wie jenseits der Realitäten Herr Schlüer – und damit auch die SVP – politisiert, zeigt er mit diesen Anträgen. In der zivilen Friedensförderung und Menschenrechtsunterstützung ist die Zusammenarbeit mit anderen Staaten, aber auch mit anderen Institutionen und Organisationen eine notwendige Realität. Es ist daher mehr als einleuchtend, dass man das in diesem Gesetz festlegt. Weil sich gewisse Staaten nicht an staatlichen Stiftungen anderer Länder beteiligen können, kommen für sie für die Zusammenarbeit eben nur Organisationen des Privatrechtes infrage. Darum braucht es diese Bestimmung. Die Genfer Zentren basieren auf einer solchen Zusammenarbeit, und auch im EDA gibt es unter anderem das Internationale Kompetenzzentrum für Kleinwaffenfragen, das auch auf einer solchen Basis gegründet worden ist.

Zum Antrag der Minderheit Schlüer zu Artikel 6 Absatz 2: Herr Schlüer – das hat er vorhin auch deutlich gemacht – lanciert mit diesem Streichungsantrag einmal mehr einen

Angriff auf die ihm nicht passenden Nichtregierungsorganisationen. Es entspricht doch einer bewährten schweizerischen Praxis in der Entwicklungszusammenarbeit, aber auch in der zivilen Friedens- und Menschenrechtsförderung, dass man in der operativen Arbeit auf das Know-how spezialisierter Nichtregierungsorganisationen, aber auch von Persönlichkeiten aufbaut.

Ein Beispiel dazu, eines von vielen: Unabhängige Medien tragen in Konfliktregionen Entscheidendes zur Versöhnung, zur Aufarbeitung der Geschichte, zur Förderung der Demokratie bei. Die Politische Abteilung IV des EDA unterstützt deshalb in Bosnien, in Serbien, in Kosovo, in Mazedonien die Arbeit unabhängiger Medien. Die Ermordung des serbischen Ministerpräsidenten Djindjic vor einer Woche hat auf furchtbare Weise bestätigt, wie brüchig die Situation gerade auf dem Balkan weiterhin ist und welchen Stellenwert objektive Medienberichterstattung hat.

Die Politische Abteilung IV hat ja die personellen Ressourcen gar nicht, um solche Arbeiten selber zu machen. Sie arbeitet eben auch jetzt gerade im Gebiet der Förderung und Unterstützung unabhängiger Medien im Balkan mit spezialisierten NGO zusammen. In diesem Falle ist es die Medienhilfe, eine schweizerische Organisation, die diese Arbeit im Balkan seit mehr als zehn Jahren vor Ort unterstützt. Es ist zum Glück oder richtigerweise ja die klare Haltung auch der Aussenpolitischen Kommission, dass eine solche Art von Zusammenarbeit weiterhin auch so gemacht und fortgeführt werden soll, sei es jetzt im Gebiet der unabhängigen Medien, sei es in anderen Bereichen mit anderen Institutionen. Darum ist dieser Antrag abzulehnen.

Noch zum Antrag der Minderheit Schlüer zu Artikel 10: Herr Schlüer, Sie kritisieren ständig die Kreise aus dem Bereich der zivilen Friedensförderungs- und Menschenrechtsarbeit. Sie sollten doch alles Interesse daran haben, dass die Arbeit des EDA in diesem Sinne auch breiter abgestützt wird, und dazu ist eben auch eine beratende Kommission sinnvoll. Wir kennen das Beispiel aus der Entwicklungszusammenarbeit: Im Bundesgesetz über die internationale Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe ist auch verankert, dass eine beratende Kommission eingesetzt werden kann. Mit dieser Bestimmung im Gesetz ist nicht gesagt, ob eine Kommission für zivile Friedensförderung und Menschenrechtsarbeit nicht auch mit anderen Kommissionen zusammenarbeiten kann bzw. ob es wirklich zusätzliche Kommissionen braucht. Das ist hier offen. Aber dass die Möglichkeit geschaffen werden soll, das scheint uns vernünftig zu sein.

Suter Marc F. (R, BE): Die FDP-Fraktion ersucht Sie, die Minderheitsanträge wie auch den Einzelantrag Grobet abzulehnen.

Vorweg zu den Anträgen der Minderheit Schlüer: Herr Schlüer, ich war übrigens im Saal, nur nicht an meinem Platz; aber es gehört zu Ihrem Stil, auf die Person zu schiessen, wenn Sie in der Sache nicht einverstanden sind. Ich finde, das ist nicht der Stil des Hauses hier! Sie wenden sich gegen die Möglichkeit, privatrechtliche Vereine, Stiftungen, überhaupt Private mit Aufgaben zu betrauen – gerade Sie, Herr Schlüer, der Sie sonst nicht müde werden, eine Lanze für die Privatisierung zu brechen! Sie sollten auch hier zu Ihren Grundsätzen stehen und nicht plötzlich ein X zu einem Y machen.

Selbstverständlich ist diese Möglichkeit, die der Bundesrat bekommt, ausserhalb der Verwaltung, ausserhalb unserer Institutionen, Dritte beauftragen zu können, die auf dem Feld Arbeit leisten, eine gute Möglichkeit. Sie ist zweckmässig, und sie ist ökonomisch sinnvoll. Es gibt viele Spezialisten vor Ort, die besser befähigt sind und über den nötigen Erfahrungshintergrund verfügen, im Auftrag des Bundes aus dem Stand heraus Aufträge auszuführen. Sie tun dies überdies günstiger. Wir finden diese Möglichkeit richtig. Selbstverständlich wird hier die normale Kontrolle ausgeübt, wie bei allen Aufträgen, die der Bund an Dritte vergibt, insbesondere natürlich die Kontrolle der Zweckmässigkeit des Mitteleinsatzes.



Sie haben sich auch gegen die Schaffung einer beratenden Kommission gewendet. Auch hier findet die FDP-Fraktion, dass diese Möglichkeit sinnvoll ist und Artikel 10 entsprechend gutgeheissen werden soll. Warum? Diese Kommission begleitet den Bundesrat und die Amtsstellen namentlich im EDA in ihrer Arbeit. Es geht um den Dialog; es geht auch um die Kritik; es geht darum, den Sachverständigen einzufliessen zu lassen, der in unserem Land sehr stark verankert ist. Wir haben Experten, die weltweite Anerkennung geniessen, sei es im Völkerrecht, sei es in Fragen der Militärstrategie, sei es in Fragen der humanitären Hilfe und auch der Katastrophenhilfe. Da haben wir sehr gute Experten und Gruppen, die einbezogen werden sollen, damit die Arbeit auf dem Feld möglichst optimal ausgeführt wird.

Diese Begleitkommission, wie wir sie auch in anderen Bereichen kennen – denken wir an den Bereich der Medien –, ist auch eine kritische Stimme, um sicherzustellen, dass gewisse Ideen, die in der Administration geboren werden, dem Härtetest der Kritik unterzogen werden. Jede Debatte, jede kritische Begleitung finden wir gut, weil diese letztlich zu Kosteneinsparungen führt und ein probates Mittel ist, um vorbeugend das Richtige zu tun und in der Diskussion um die richtigen Lösungen zu ringen.

Noch zum Antrag Grobet: Es ist diesem Antrag zu attestieren, dass er gut gemeint ist und eine gewisse Berechtigung hat. Aber die Mittel sind begrenzt, und – wir werden ja noch darauf zurückkommen – wir müssen die spärlichen Mittel, die zur Verfügung stehen, möglichst an den Brennpunkten des Geschehens einsetzen können; wir müssen möglichst die Feldarbeit unterstützen können, wo Direkthilfe geleistet wird. Da können wir jetzt den Bogen nicht überspannen und Mittel einsetzen für etwas, das auch noch gut wäre, aber nicht die Priorität geniessst, wie sie im Gesetz umrisse sind. Ich bitte Sie aus diesen Gründen, den Antrag Grobet abzulehnen.

Wiederkehr Roland (E, ZH): Herr Schlüer, Sie erlauben, dass ich mich an Sie wende. Ich hätte eigentlich gar nicht zu Ihren Anträgen reden wollen, aber wenn ich die Summe Ihrer Anträge betrachte und vor allem wenn ich höre, was Sie hier vorne sagen, dann bekomme ich den Eindruck, Ihre Lebensmaxime sei: Es kann uns in der Schweiz nur gut gehen, wenn es denen ausserhalb der Schweiz schlecht geht. Vielleicht täusche ich mich. Wenn Sie diese Lebensmaxime nämlich hätten, dann könnte man sie nicht ändern.

Meine Lebensmaxime ist komplett anders; ich bin der festen Überzeugung: Es kann uns in der Schweiz nur gut gehen, wenn es denen draussen besser und besser geht. Deshalb setze ich mich dafür ein, dass mit allen möglichen Mitteln und mit allen möglichen Institutionen und auch Persönlichkeiten, die dazu geeignet sind, Friedensförderung gemacht werden kann. Deshalb kann ich Ihren Anträgen nicht zustimmen, denn ich finde, diese Aufgaben müssen von all jenen Leuten erfüllt werden, die dazu die Fähigkeiten haben. Das ist das Beste, was man haben kann. Ich freue mich darüber, dass unsere Jugend auch wieder demonstriert. Vielleicht ist es noch ein bisschen diffus; aber es ist nötig, dass auch die jungen Leute wieder lernen, für ein Ziel auf die Strasse zu gehen, für den Frieden.

Unsere evangelische und unabhängige Fraktion lehnt alle Minderheitsanträge ab, die jetzt zur Diskussion stehen.

Zapf Rosmarie (C, ZH): Die CVP-Fraktion stellt sich hinter alle Anträge der Mehrheit und lehnt die Anträge, die jetzt vorgetragen worden sind, ab.

Zum Antrag Grobet: Das Zentrum in Genf leistet so gute Arbeit, auch auf wissenschaftlicher Basis, dass es unverantwortlich wäre, wenn dieser Kredit auch gestrichen würde.

Zu Herrn Schlüer, zu dieser Kommission: Wir haben verschiedene andere Kommissionen, die den Bundesrat beraten. Ich habe dabei festgestellt, wie wichtig das ist. Es geht ja nicht nur darum, dass sich weitere Kommissionen zum selben Thema äussern oder sich desselben Themas annehmen, sondern es geht doch darum, dass ausserhalb der Ver-

waltung und des Parlaments gemeinsam mit Verwaltung und Parlament Fachleute sich zu Prioritäten Gedanken machen, diese vorschlagen, aber auch Konzepte erarbeiten. Deshalb empfiehlt Ihnen die CVP-Fraktion, diese beiden Anträge abzulehnen.

Gysin Remo (S, BS), für die Kommission: Aus der Sicht der Aussenpolitischen Kommission kann ich nur unterstreichen, was verschiedene Sprecherinnen und Sprecher gesagt haben – Frau Müller-Hemmi, Frau Zapf und Herr Suter. Wir sind in Bezug auf die Anträge Schlüer völlig anderer Meinung: Der Bund soll und muss weiterhin die Möglichkeit haben, Finanzhilfen an privatrechtliche Vereine und Stiftungen zu leisten. Es gibt Situationen, in denen diese Vereine, gemeinnützige Organisationen, bei bestimmten örtlichen Gegebenheiten alleine den Zugang zu gewissen Bevölkerungskreisen haben. Es ist auch sinnvoll, dass sich verschiedene Länder projektbezogen oder anders vereinen können und gemeinsam handeln können. Dazu braucht es als Voraussetzung auch eine organisatorische Form.

Herr Schlüer, ich habe bei Ihnen den Eindruck, dass Sie sich generell gegen jede Art des multilateralen Zusammenarbeitens wenden. Da greifen Ihre Argumente zu kurz. Es gibt beim Zusammenarbeiten Synergieeffekte. Es gibt Projekte, die z. B. aufgrund der Grossenordnung oder aufgrund anderer Schwierigkeiten nur realisierbar sind, wenn man gemeinsam vorgeht, weil ein einzelnes Land überfordert wäre. Es ist klar, dass hiermit auch Geld effizienter eingesetzt werden kann – ein Kernanliegen von Ihnen, das Sie nur mit dem Gegen teil von dem, was Sie beantragen, erreichen können.

Zum Antrag Grobet: Wir haben ihn in der Kommission nicht besprechen können, aber es ist offensichtlich, dass er viel zu vage ist. Herr Grobet hat zwar ein bestimmtes Institut vor Augen, aber die Formulierung ist offen. Er spricht von privaten oder öffentlichen schweizerischen Einrichtungen, welche humanitäres Völkerrecht lehren; diese sollen finanziell unterstützt werden können. Es ist zwar nur eine Kann-Bestimmung; man hätte hiermit Spielraum. Aber ihre Spanne ist so offen und breit – um welche Art von Instituten soll es denn gehen? Ich habe alle Zweifel, dass es das hier vorgeschlagene Finanzierungsprozedere braucht, um z. B. Hochschulinstitute zu fördern. Das ist sicher falsch.

Ihr Antrag ist insgesamt, auch im zweiten Teil, wo Sie von Bereichen des Menschenrechtes reden, viel zu vage. «Bereiche» – was ist das? Er würde den finanziellen Rahmen, der auf ganz anderen Überlegungen basiert und Ihre Idee nicht einschliesst, sprengen.

Ich bitte Sie im Namen der APK, alle Minderheitsanträge und den Einzelantrag Grobet abzulehnen.

Schmied Walter (V, BE), pour la commission: La première question est la suivante: d'où est-ce qu'on vient? Souvenons-nous que jusqu'à présent, en pratique, il existe une certaine aide qui va dans le sens de la loi et des crédits-cadres. Mais cette aide est décidée ponctuellement, plus précisément annuellement dans le cadre du budget, sur la base de lignes de crédits. Ces lignes de crédits n'ont pas de base juridique et sont octroyées, comme je l'ai dit dans le débat d'entrée en matière, dans la transparence et avec bonne volonté.

L'article 3 alinéa 1er lettre d, «créer des associations ou foundations de droit privé ou y participer», crée justement la base légale pour contribuer financièrement à soutenir les trois centres de Genève auxquels est destiné le crédit de 180 millions de francs inscrit au budget du DDPS. Je rappelle simplement que cette base légale, cette loi dont on discute, représente bien la base légale et pour le crédit-cadre de 240 millions pour la cheffe du DFAE, et pour le chef du DDPS.

Donc, par 15 voix contre 2, la commission vous propose de maintenir cette lettre d et de ne pas la biffer.

Sur la proposition Grobet, je ne peux pas trop m'exprimer parce qu'elle ne nous a pas été soumise en commission.



Mais vu la logique même des discussions en commission, je devrais vous recommander le rejet de cette proposition. Car elle entraînerait bien sûr des actions concrètes, qu'il faudrait financer, et cet argent manquerait ailleurs.

Ici, c'est l'éthique de la priorité qui doit primer et, dans ce sens – à titre personnel, j'insiste –, je vous demande de rejeter la proposition Grobet.

Calmy-Rey Micheline, conseillère fédérale: Une première remarque: la base légale vaut aussi bien pour le message du DDPS que pour le message du DFAE. La deuxième chose: M. Schlüer propose de biffer l'article 3 alinéa 1er lettre d, l'article 6 alinéa 2, et l'article 10.

En ce qui concerne le financement de fondations de droit privé, l'argumentation nous paraît relativement simple. Aujourd'hui déjà, nous avons avec des fondations de droit privé des engagements contractuels que nous sommes tenus de respecter. Il faut donc, pour des raisons purement formelles, que le financement des fondations figure dans le catalogue des mesures. Un exemple: le Centre Henry-Dunant pour le dialogue humanitaire, qui nous sert d'intermédiaire dans des conflits comme en Indonésie ou au Myanmar.

La compétence pour créer des fondations est indispensable aux yeux du Conseil fédéral, car, dans certaines circonstances, il peut être opportun, pour des raisons politiques, d'utiliser cette forme juridique plutôt que de se présenter comme un acteur étatique. En plus, pour financer les trois centres genevois, le DDPS s'est appuyé jusqu'à ce jour sur l'article 149a de la loi fédérale sur l'armée et l'administration militaire. Cet article permet de créer des fondations de droit privé. Le Conseil fédéral peut mettre à disposition des installations et des équipements de l'armée pour des mesures de promotion de la paix internationale. A de telles fins, il peut soutenir ou créer des personnes morales de droit privé, ou encore s'y associer. Pour le DDPS, l'argument à opposer à la suppression de l'article 3 alinéa 1er lettre d est donc clair, il serait contreproductif et inhabituel qu'une nouvelle loi soit en retrait par rapport aux possibilités qu'offre la législation en vigueur.

Enfin, pour ce qui concerne l'article 10 et la commission consultative, il s'agit moins d'experts que de faire accompagner par un appui extérieur à l'administration les programmes qui sont ceux de la promotion civile de la paix et du développement des droits de l'homme.

Je vous demande donc de rejeter les propositions de minorité Schlüer.

Concernant la proposition Grobet, je vous demande également de la rejeter. La proposition Grobet donne la possibilité de financer des institutions enseignant ou élaborant le droit humanitaire. Or, il ne s'agit pas là d'un objectif à proprement parler de politique étrangère. Cette disposition a trait, en fait, au développement des capacités suisses de recherche et de formation dans le domaine du droit international humanitaire. La proposition Grobet vise le Centre universitaire de droit humanitaire à Genève, qui a des problèmes de financement de l'ordre de 4 à 5 millions de francs par année. Le financement proposé par M. Grobet vise donc l'encouragement de la recherche. A ce titre, ce financement devrait se trouver dans la loi sur la recherche ou alors, si on veut l'ajouter, il faudrait augmenter le crédit-cadre pour les mesures de promotion civile de la paix, crédit qui est d'ores et déjà, je vous l'ai dit ce matin, un crédit minimum.

Je vous demande donc de rejeter la proposition Grobet.

Erste Abstimmung – Premier vote

Für den Antrag der Mehrheit 111 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit 18 Stimmen

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

Für den Antrag Grobet 7 Stimmen
Dagegen 116 Stimmen

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

Für Annahme der Ausgabe 107 Stimmen
Dagegen 19 Stimmen

Das qualifizierte Mehr ist erreicht
La majorité qualifiée est acquise

Art. 4

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates
Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 5

Antrag der Kommission

.... bewilligten Mittel. Er veranlasst

Art. 5

Proposition de la commission

.... moyens accordés. Il fait procéder

Angenommen – Adopté

Art. 6

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(Schlüer)

Abs. 2

Streichen

Art. 6

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité

(Schlüer)

Al. 2

Biffer

Gysin Remo (S, BS), pour die Kommission: Artikel 6 hängt mit Artikel 3 zusammen. Es geht um die Zuständigkeit, die Kompetenz: Der Bundesrat soll Ausführungsaufgaben an juristische Personen des Privatrechtes oder des öffentlichen Rechtes übertragen können. Diese Flexibilität muss er selbstverständlich haben. Das entspricht der Diskussion, die wir bei Artikel 3 geführt haben.
Ich bitte Sie, den Minderheitsantrag Schlüer abzulehnen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit 110 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit 22 Stimmen

Art. 7–9

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 10

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(Schlüer)

Streichen



Art. 10*Proposition de la majorité*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité

(Schlüer)

Biffer

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit 110 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit 23 Stimmen

Art. 11, 12*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté**Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 02.077/3597)

Für Annahme des Entwurfes 107 Stimmen

Dagegen 24 Stimmen

Bundesbeschluss über einen Rahmenkredit für Massnahmen zur zivilen Konfliktbearbeitung und Menschenrechtsförderung**Arrêté fédéral concernant l'ouverture d'un crédit-cadre pour des mesures de gestion civile des conflits et de promotion des droits de l'homme***Detailberatung – Examen de détail***Titel und Ingress***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté***Art. 1***Antrag der Mehrheit*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(Baumann Ruedi, Banga, Gysin Remo, Jutzet, Lachat, Maury Pasquier, Müller-Hemmi, Studer Heiner, Stump)

Abs. 1

.... ein Rahmenkredit von 280 Millionen Franken

*Antrag Pfister Theophil**Abs. 1*

.... ein Rahmenkredit von 140 Millionen Franken

*Antrag Müller-Hemmi**Abs. 1*

.... ein Rahmenkredit von 282 Millionen Franken

Art. 1*Proposition de la majorité*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité

(Baumann Ruedi, Banga, Gysin Remo, Jutzet, Lachat, Maury Pasquier, Müller-Hemmi, Studer Heiner, Stump)

AI. 1

Un crédit-cadre de 280 millions de francs

*Proposition Pfister Theophil**AI. 1*

Un crédit-cadre de 140 millions de francs

*Proposition Müller-Hemmi**AI. 1*

Un crédit-cadre de 282 millions de francs

Baumann Ruedi (G, BE): Die Minderheit der APK hat einen sehr moderaten, massvollen Antrag gestellt, nämlich die Erhöhung des Rahmenkredites um 40 Millionen Franken, also 10 Millionen Franken mehr pro Jahr für zivile Friedensförderung. Es geht um die Erhöhung von 240 auf 280 Millionen Franken in vier Jahren.

Frau Bundesrätin Calmy-Rey hat uns in der APK zugesichert, dass diese zusätzlichen 10 Millionen Franken vor allem für Minenräumungsprogramme eingesetzt werden können und müssen. Das Geld für die Minenräumung auf dieser Welt fehlt an allen Ecken und Enden. Ich habe es bereits heute Vormittag gesagt: 6 Millionen verstümmelte Kinder in 10 Jahren, 600 000 Krüppel pro Jahr, vielfach Minenopfer. Und wir glauben, die 10 Millionen Franken, die mithelfen, dass es etwas weniger Minenopfer gibt, könnten wir uns nicht mehr leisten!

Wenn es schon um die Finanzen geht, könnte man viele Vergleiche anstellen, zum Beispiel: Auch wenn wir diese Kredite für zivile Friedensförderung ein wenig erhöhen wür-

02.076

**Massnahmen
zur zivilen Konfliktbearbeitung
und Menschenrechtsförderung.
Rahmenkredit****Mesures de gestion civile
des conflits et de promotion
des droits de l'homme.
Crédit-cadre***Erstrat – Premier Conseil*

Botschaft des Bundesrates 23.10.02 (BBI 2002 7975)

Message du Conseil fédéral 23.10.02 (FF 2002 7395)

Nationalrat/Conseil national 20.03.03 (Erstrat – Premier Conseil)

Antrag der Mehrheit

Eintreten

Antrag der Minderheit

(Schlüer, Mörgeli, Stamm)

Nichteintreten

Proposition de la majorité
Entrer en matière*Proposition de la minorité*
(Schlüer, Mörgeli, Stamm)

Ne pas entrer en matière

Le président (Christen Yves, président): Le débat d'entrée en matière a eu lieu conjointement avec l'objet 02.077. Nous nous prononçons sur la proposition de non-entrée en matière de la minorité Schlüer.*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 02.076/3599)

Für Eintreten 111 Stimmen

Dagegen 24 Stimmen

